

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
supplément au n° 1162

GRATUIT

Elections européennes

La guerre balaie les élections!

JUSQU'AU 24 MARS DERNIER LES élections européennes se présentaient comme une affaire franco-française bien peinarde.

Chaque clan à gauche comme à droite comptait ses forces et espérait profiter de la faiblesse des autres pour modifier son classement à la bourse électorale au soir du 13 juin prochain.

La question européenne n'ayant jamais vraiment enthousiasmé les électeurs, les partis politiques pouvaient se payer le luxe de se présenter en ordre dispersé pour une sorte de sondage grandeur nature histoire de cadrer leurs stratégies municipale et présidentielle du début de XXI^e siècle.

Mais la guerre déclenchée par l'OTAN en plein cœur de l'Europe a radicalement changé la donne au point qu'on peut se demander si les élections européennes ont encore un sens dans un tel contexte.

Le modèle européen en échec en Serbie

En effet le premier enseignement des bombardements sur la Serbie est que l'Union Européenne (U.E.) a échoué à être un pôle d'attraction permettant l'intégration de cet ancien « pays socialiste » qu'est la Fédération Yougoslave. Depuis dix ans l'État fasciste de Serbie défie le modèle européen de développement sans qu'à aucun moment l'U.E. ait été en capacité de prendre la moindre initiative politique pour crever l'abcès.

Quelle que soit l'issue de cette guerre il restera que les États-Unis comme la Russie auront renforcé leur rôle pour tout ce qui concerne l'Europe centrale. Cela influera sur les processus économiques d'intégration soit dans l'Europe, soit dans la zone d'influence russe.

De plus, les États-Unis feront payer aux Européens le prix de leur intervention auquel il faudra ajouter les aides financières nécessaires à l'achat de la coopération de la Russie.

À chacun ses contradictions

Il est clair que tous les partis politiques ont compris que l'enjeu politique des prochaines élections se fera autour de la guerre contre l'État serbe, pas simplement à cause des positionnements pour ou contre l'intervention mais parce que l'intervention de l'OTAN pose la question suivante: l'Europe, ça sert à quoi?

Il est remarquable que les plus farouches partisans de l'intervention

sont aussi les plus engagés dans la construction européenne qui est elle-même mise en échec dans la maîtrise du conflit. Les Verts, le P.S. et l'U.D.F. défendent des positions convergentes. Quand au R.P.R., très ambigu sur l'Europe, il est bien obligé de suivre Chirac en dépit des réticences de nombre d'entre eux, ce que la démission de Séguin a fini par révélée.

Leur chance à tous est d'être en phase avec une opinion publique fortement choquée, à juste titre, par la « purification ethnique » et qui de ce fait appuie l'intervention militaire pour faire cesser les massacres.

Pour autant la population française ne se réjouit pas spécialement d'avoir recours à la guerre et se méfie des dérives qu'elle peut entraîner. C'est un peu le pari sur lequel mise les opposants à l'intervention ramant à contre courant de l'opinion.

cussions auraient pu faire reculer Milosevic dans sa volonté ultra nationaliste.

Nous nous devons de reconnaître, en tant que Fédération anarchiste que c'est sur ce point là que nous nous sommes fait « piégé ». Nous sommes coincés entre notre conscience de la nécessité de réagir immédiatement face à une entreprise d'élimination physique de masse des populations kosovar totalement désarmées (le fascisme on l'élimine ou on en crève) et notre lucidité sur les motivations stratégiques et politiques de l'intervention militaire de l'OTAN qui n'ont pas grand chose à voir avec les intérêts réels des populations. Sans doute n'avons-nous eu que peu de capacité à développer des réseaux dans cette partie de l'Europe et peu fait pour initier une campagne de solidarité et de mise en garde aux pouvoirs en place sur ce qui se tramait depuis

Dans ce supplément

Réduction du temps de travail
et 35 heures
Sécu et retraites
La lutte des sans-papiers
Violences sociales
Contre la Guerre au Kosovo

l'OTAN prépare activement, par médias interposés, et pour le moment elle y arrive parfaitement.

La guerre fait exploser la campagne européenne!

Ce qui est certain c'est que les forces d'intervention terrestres seront prêtes à intervenir juste au moment des élections européennes et que l'on sait qu'en général, les situations de fortes tensions internationales profitent largement au pouvoir en place et à ceux qui le soutiennent. Ce qui inquiète beaucoup les opposants à l'intervention qui risquent de voir leur côte de popularité électorale au plus bas à ce moment là.

Au bout du compte c'est une crise internationale qui va déterminer le vote des populations françaises (y compris pour les abstentions) alors que nombre de partis politiques espéraient grignoter des voix au P.S. en misant sur les contradictions d'une politique sociale qui s'affiche de gauche alors que les faits nous renvoient à une gestion économique libérale.

Pas besoin d'être grand clerc pour constater que tous les débats et critiques sur les 35 heures, les retraites, l'éducation, les révoltes urbaines, les licenciements, la précarité, etc. tout est submergé par le flot interrompu des images de détresse humaine nous parvenant du Kosovo.

Peut-on encore parler politique dans de telles conditions? Quel niveau de dramatisation atteindrons-nous en cas d'attaque terrestre?

L'ambition de l'U.E. est d'être calife à la place du calife!

Il n'empêche, les partisans de l'intervention sentent bien que cela met à jour les contradictions de U.E. et

qu'ils leur faut intervenir au niveau de leur projet politique européen. Aussi commence-t-il à avancer l'idée de la nécessité de pousser plus en avant la construction européenne, avec des lieux de décisions plus cohérents et la mise en place d'une véritable armée européenne, etc. L'idée que ce soit une force européenne agissant au nom de l'ONU qui soit chargée d'assurer la sécurité du retour des Kosovars une fois Milosevic soumis est répétée avec insistance et présentée comme un pas en avant.

En fait ils aspirent à devenir l'entité politique qui aura le pouvoir d'envoyer les bombes à la place des américains. Une telle ambition est on ne peut plus lamentable!

En tout état de cause et une fois de plus il semble bien que les grands organisateurs de l'Europe essaient de mettre à profit cette guerre pour avancer leurs pions et bousculer les résistances conservatrices à l'émergence d'une Europe politique.

Peut-être qu'un monument aux morts européens tombés pour la défense de la démocratie au Kosovo serait un bon moyen pour créer une première prise de conscience de l'identité nationale européenne.

Les nations se construisent toujours sur le sang d'un certain nombre de sacrifiés n'est ce pas? Mais c'est toujours le peuple qui est au bout du fusil!

Ceux et celles qui nous gouvernent essaieront de tirer avantage de la guerre sur un plan politique.

Cette guerre modifiera peut-être l'état des rapports de force dans la société française, mais ce qui est sûr c'est que les élections européennes n'auront aucun pouvoir de décider quoi que ce soit.

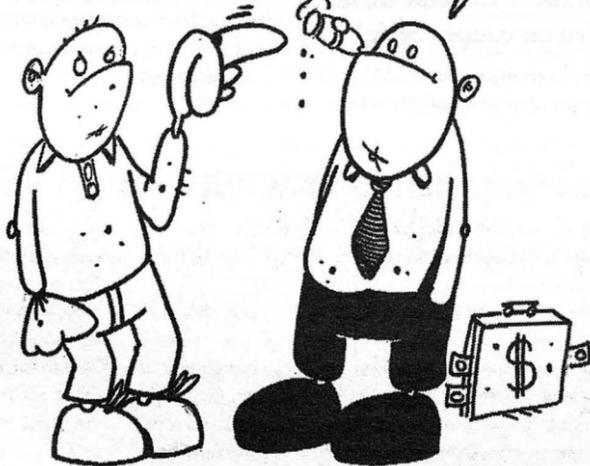
À quoi ça sert d'aller voter?

Bernard. – groupe Déjacque (Lyon)

A QUOI SERVENT LES EUROPÉENNES

A CUMULER
UN MANDAT
DE PLUS!

HA NON, MOI JE
CUMULE LES
IMMUNITÉS
PARLEMENTAIRES!



CHARMAO

On y retrouve toute la mouvance communiste et l'extrême gauche au grand complet. Pour eux il s'agit de mettre à l'index les ambitions politiques de l'OTAN et le fait que le déclenchement des frappes ait accéléré le processus de déportation des populations du Kosovo.

L'analyse n'est pas fautive mais reste l'ambiguïté du fait qu'on ne voit pas quels types de pressions ou de dis-

jà trop longtemps. Le drame de la Bosnie n'a pas suffisamment aiguïté notre attention.

Mais c'est sans doute l'intervention terrestre, de plus en plus probable, qui fera pencher la société française d'une manière définitive dans l'un ou l'autre camp. Tout dépendra peut-être de la brutalité des affrontements. C'est cette bataille-là, la justification de la guerre terrestre, que

Réduction du temps de travail et loi Aubry

Un rêve de patron

LE PROCESSUS D'AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL NE DATE pas de la loi Aubry, loin s'en faut. Il a commencé voilà plusieurs années. En 1993, la loi quinquennale de Michel Giraud introduisait l'annualisation du temps de travail. Puis il y a eu la loi de Robien (du 11 juin 1996) qui prônait l'aménagement du temps de travail, de manière flexible, avec aides de l'État. On pouvait déjà noter en février 1998, que 40% des accords Robien prévoyaient un gel des salaires.

La Loi Aubry s'est inscrite dans la même philosophie... en allant cette fois-ci jusqu'au bout de la logique du « partage du travail »...

Une seconde loi doit être votée, à l'automne 1999, en s'appuyant sur les négociations actuelles afin de préciser le cadre légal de l'application des 35 heures, en particulier pour le régime des heures supplémentaires, la fixation du (ou des) SMIC et les temps partiels.

Une loi faite pour détruire les acquis

D'entrée de jeu, la loi Aubry veut préserver tous les intérêts patronaux, voire aller au-delà. C'est la magie de ce que la ministre appelle les accords « gagnants-gagnants » (tout le monde y gagne, patrons et ouvriers!).

En annualisant (donc en économisant le paiement des heures sup); en supprimant des temps de pauses; en percevant de généreuses aides de l'État; en utilisant les travailleurs à temps partiels comme variable d'ajustement; en organisant les 3x8 là où cela ne se faisait pas encore; en exigeant des plages d'ouverture plus longues dans les services (travail le dimanche); en imposant des plans « qualité » et en exerçant ainsi une pression toujours plus grande sur les salariés, le patronat peut, sur les judicieux conseils du gouvernement, augmenter considérablement ses marges bénéficiaires!

Et puis surtout, les « 35 heures » sont l'occasion de remettre les compteurs à zéro en ce qui concerne les conventions collectives en annulant des années de luttes ouvrières pour l'obtention de ces (maigres) garanties. En effet, les conventions actuelles avaient été négociées, au fil des ans et en fonction d'un rapport de force qui était beaucoup moins défavorable qu'aujourd'hui, pour les salariés.

Des objectifs à plus long terme

Dans la plupart des conventions signées jusqu'à aujourd'hui, ce sont les salaires minimaux qui, dans le meilleur des cas, sont maintenus. Mais, même lorsque le gel des salaires n'est pas spécifié, les accords excluent de fait toute augmentation de salaires dans l'instant et pour les années à venir! C'est donc de toute façon un blocage général des salaires qui est organisé.

Cette loi contribue aussi à la casse du service public, en cherchant à renforcer l'antagonisme entre les salariés du privé et les fonctionnaires ou assimilés (puisque le texte exclu dès le départ les salariés du public, qui font l'objet de négociations « spécifiques »!). Dernièrement, le rapport Roché a constitué une véritable provocation en jetant l'opprobre sur tous ces « fainéants » de fonctionnaires...

Mais la loi Aubry s'intègre dans un processus encore plus inquiétant: c'est à une véritable refonte du salariat qu'aspire les organisations patronales, MEDEF en tête. C'est au contrat d'embauche que la bourgeoisie entend s'attaquer.

Première étape: le temps de travail ne va plus constituer une clause substantielle du contrat. En d'autres termes, le salarié ne pourra plus refuser des modifications (à la baisse ou à la hausse) de son temps de travail, sous peine d'être licencié. Le discours patronal sur la question à le mérite de la clarté: l'unité horaire ne doit plus être un facteur de mesure du travail effectué!

La seconde étape risque bien d'être la suppression pure et simple du Contrat à durée indéterminée.

Du travail à « l'activité »?

Jugé désuet par l'ensemble des organisations et clubs de réflexion patronaux, le CDI est devenu l'objectif à abattre. Pour cela, la classe dominante à trouver un argument étonnant: c'est le concept même de travail qui doit être remis en cause au profit de la notion « d'activité ». La bourgeoisie peut ainsi compter sur l'appui de pseudo intellectuels socio-démocrates, qui voient dans cette future réforme du salariat une suite historique de leurs anciennes critiques à l'égard de la « valeur travail »...

Le rapport pondé par Jean Boissonat en 1995 est un bon exemple de projet-type.

Le rapport préconise de créer une « nouvelle catégorie juridique ». Le contrat d'activité ne serait plus signé entre un salarié et un employeur mais entre une personne et une pluralité d'employeurs (entreprises, associations, organismes de formation). Il serait conclu pour une durée minimale d'au moins cinq ans durant laquelle pourraient se succéder des contrats de travail, des périodes de formation, un statut d'indépendant ou des « congés d'utilité économique et sociale »...

Au bout du compte, nous serions tous appelés à devenir des « prestataires de services », des sous-traitants, indépendants et bien sûr sans aucune garantie, sans protection sociale. Nous irions nous louer d'employeur en employeur, au gré des missions et notre revenu (car il n'y aurait plus de salaires) serait la pure matérialisation de notre compétitivité, par définition toujours insuffisante! Un nouveau rêve de patron et un futur cauchemar pour la classe ouvrière?

Régis. - groupe Kronstadt (Lyon)

Notre protection sociale vaut bien une grève générale!

LE RAPPORT CHARPIN QUI propose de faire travailler tout le monde quarante-deux ans et demi pour obtenir une retraite à taux plein (c'est-à-dire 50% du salaire de référence de la sécu pris sur les 25 meilleures années) a sonné comme une provocation.

Alors que les richesses continuent de croître à un rythme non négligeable, alors que les employeurs refusent d'embaucher et se débarasse de leurs salariés de plus de 50 ans (de plus en plus d'ailleurs écartent les candidatures des plus de 35 ans!), alors que les inégalités ne cessent de se creuser, le gouvernement de la gauche plurielle donne un nouveau coup de couteau dans le dos des salariés, des chômeurs, des retraités...

L'offensive des assurances et des fonds de pension

Nous le dénonçons depuis des années, nous l'avons scandé en 1995, nous continuons à l'affirmer aujourd'hui: le trou de la sécu, comme le « problème démographique » à venir, ne sont que des prétextes, des alibis pour, en réalité, mobiliser des capitaux, via la capitalisation. Aux Etats-Unis par exemple, la moitié des placements boursiers proviennent des fonds de pension.

Pour instaurer ces fonds de pension, la bourgeoisie a cependant un problème: les salariés n'ont pas les moyens d'alimenter ces fonds tout en continuant de cotiser pour les régimes par répartition! Les fonds de pension ne peuvent donc venir en complément, répartition et capitalisation sont deux systèmes qui s'excluent l'un l'autre.

La solution est alors toute trouvée: les régimes par répartition doivent disparaître et le plus rapidement possible. Et pour justifier le démantèlement du régime général de la Sécurité sociale,

rien de plus facile que de médiatiser des prévisions catastrophistes.

Des rapports truqués

L'argument du vieillissement de la population, pour abattre les régimes par répartition est pourtant facilement contestable. D'abord, l'amélioration de la productivité est étrangement sous-estimée (en effet, un salarié en 2010, 2020... produira beaucoup plus qu'un salarié en 1999), tout comme est sous-estimée « l'économie » que pourra représenter la baisse du nombre de jeunes. Ensuite, le chômage est pris comme une donnée invariable, fatale (un chômage « d'équilibre » estimé à 9% de la population active!). D'ailleurs, histoire d'en rajouter, nos technocrates-devins auraient pu intégrer dans leurs calculs de nouvelle mesure prévisionnelles d'exonération de charges pour les employeurs... À ce rythme et selon ces méthodes on peut s'en aucun problème multiplier par deux, trois ou quatre le déficit prévisible des comptes sociaux!

D'autres calculs simples peuvent en quelques minutes invalider ces prévisions qui n'ont rien de scientifiques. Si l'on raisonne sur une croissance de la productivité de 2% par an, cela représente, en 2040, un gain de 220% par rapport à aujourd'hui. Autrement dit; on pourrait fort bien, en 2040, travailler moins - 20 à 25 heures -, gagner plus, salariés comme retraités, sans modifier le mode de collecte, par répartition, des retraites!

Si l'on raisonne sur une nouvelle répartition égalitaire des richesses et dans la perspective d'une révolution sociale, alors tout - ou presque - devient possible.

Cette offensive en faveur des fonds de pension ne concerne pas que les retraités

mais également la branche maladie de la sécu, donc l'hôpital public et l'ensemble des régimes mutualistes de prévoyances et de maintien du revenu. Le groupe AXA continue de faire pression sur le gouvernement pour être chargé, « à titre expérimental » de la gestion de la couverture maladie d'une population à l'échelle d'un département. Pour les assurances privées, la mise en place de la CMU (couverture maladie universelle) constitue parallèlement une clé d'entrée majeure dans le système de la protection sociale, en mettant fin au « monopole » de la Sécu.

La branche maladie de la sécu en coupe réglée

Enfin, l'extension de la CSG et la quasi suppression de la cotisation mala-

die de S.S. a fini de préparer l'enterrement du régime général en permettant à l'État de « débrancher le malade » à tout moment.

Le plan d'économie de 62 milliards de francs préconisé par les gestionnaires majoritairement Cfdtistes de la CNAM veut ainsi réduire une fois de plus le budget des hôpitaux. Ce plan instaure aussi une dangereuse distinction entre les patients « vertueux » et les mauvais assurés: les « bons » patients ayant recours à un « réseau de soins » (qui peut se résumer par la formule: une visite remboursée mais pas deux) pourront être mieux remboursés. De même, les mauvais patients, qui ne présenteraient pas leur carnet de santé, se verraient pénalisés par un taux de remboursement réduit. L'objectif est le même que pour les retraites: les

banques et assurances veulent capitaliser l'ensemble des flux monétaires correspondant à la couverture des risques de santé.

À terme, ils veulent que la couverture du risque maladie soit assuré par les fruits d'une épargne...

Aujourd'hui, il est urgent de peser l'enjeu que représente la défense de notre protection sociale, que ce soit pour le risque maladie, pour la retraite, pour les aides familiales ou pour l'assurance chômage.

Pour la bourgeoisie, ce sont plus de 2 200 milliards qui se trouvent sur la table, 2 200 milliards qu'elle entend bien ramasser entièrement. C'est donc maintenant qu'il faut agir, se remobiliser, avant qu'il ne soit définitivement trop tard.

Jéfil. - groupe Kronstadt

Deux nouvelles Brochures disponibles à partir du 15 mai

La construction européenne ou le nouveau visage de la barbarie capitaliste et étatiste. Groupe Lucia Saornil - Éditions du Monde libertaire - 20 F

Surprenant, quand même cette construction européenne, dont on nous parle qu'une fois tous les cinq ans et qui, pourtant, a d'aussi grandes conséquences sur notre vie quotidienne. De directive en directive, d'accord de Schengen en traité de Maastricht, l'Europe se construit sous nos yeux et pourtant hors de notre regard. Bien qu'elle ait des implications croissantes sur nos conditions de vie et de travail, pour l'individu lambda elle reste malgré tout une notion pour le moins floue.

Qu'est-ce que la construction européenne? Par qui est-elle menée? Pourquoi, comment et à qui profite-t-elle? Quelle lutte développer dans ce nouveau contexte? Cette brochure ne prétend évidemment pas répondre à toutes les questions. Nous espérons toutefois qu'elle y contribuera à sa manière. Ce sont les petits ruisseaux qui font les grandes fleuves, non?

disponibles à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris 75011 (+10% pour le port)

Agir au lieu d'élire. Les anarchistes et les élections. Éditions du Monde libertaire - 20 F

Contrairement à ce qui se dit ici ou là, les anarchistes sont extrêmement respectueux du droit de vote et des élections.

Tellement, qu'ils ne cessent de se battre pour que ce droit puisse s'exercer dans tous les domaines de la vie, dans les entreprises, dans les quartiers, à l'école, et jusque dans les derniers recoins de la sphère du privé. Qu'ils ne cessent de se bagarrer pour que ce droit ait les moyens économiques, financiers et politiques de s'exercer pleinement et égalitairement. Qu'ils ne cessent de clamer sur tous les toits que ce droit n'a de sens que s'il s'accompagne d'un mandatement précis et d'un contrôle permanent pouvant déboucher sur une révocabilité à tout moment.

Pour toutes ces raisons et pour bien d'autres encore les anarchistes se refusent à cautionner cette caricature que sont les élections au royaume de la « démocratie » bourgeoise.

Les sans-papiers... Trois ans après...

L'ÉTRANGER S'EST DE TOUS temps heurté aux lois d'exclusion. Dès 1945, une ordonnance à caractère « colonial » permit à la France de gérer le flux de l'immigration sur son sol, sous haute surveillance policière. En 1974, c'est la fermeture des frontières, dans une conjoncture de crise économique, qui justifia le blocage de « toutes les nouvelles arrivées » d'immigrants.

De 1979 à 1981, plusieurs dizaines de milliers d'entre eux firent les frais de la loi « Sécurité et liberté » de Peyrefitte.

La gauche au pouvoir à partir de 1981 va s'aligner très rapidement sur la droite. La création de nombreux centres de rétention et, en 1983, la limitation du regroupement familial marqueront en la matière les limites de la social-démocratie – socialistes, communistes et Radicaux de gauche confondus – confrontée à la gestion « réaliste » de l'État et du système capitaliste.

Le « seuil de tolérance » mitterrandien, le bulldozer « communiste » employé contre un foyer d'immigrés dans la région parisienne, les charters de Pasqua, puis ceux de Cresson, « toute la misère du monde... » de Rocard, « le bruit et l'odeur » de Chirac et... la montée en puissance du vote lepéniste dans un contexte de xénophobie ambiante vont rythmer le quotidien des immigrés jusqu'en 1990-1991, date à laquelle la liquidation du droit d'asile deviendra effective.

En 1993, la Loi Pasqua de sinistre mémoire insistera entre autres choses sur la notion « d'entrée régulière » et en fera une condition absolue de la régularisation. Les « convocations » vont devenir alors la règle... Par ailleurs, cette loi va limiter le regroupement familial et permettre le non-renouvellement de la carte de résidence.

En 1996, la loi Debré va très nettement renforcer le pouvoir des préfets dans tous les domaines et notamment pour tout ce qui touche à l'octroi des cartes de résidents. Cette loi, souvenons-nous en renforcera les pouvoirs de police pour les mises et les maintiens en centres de rétention.

1996, un tournant

L'occupation, à partir du 18 mars 1996, de l'église Saint-Ambroise par quelques centaines de sans-papiers, va initier une nouvelle période de la lutte à partir d'une indiscutable dimension d'autonomie. Elle suit en cela le mouvement des grèves de décembre 1995, lequel s'est cherché une issue « sociale » aux antipodes du recours habituel aux solutions partielles et/ou politiciennes.

Dans ce contexte, la répression policière est impitoyable. Le mouvement n'en reste pas moins déterminé et, dès cette époque, rejette « le cas par cas » pour se fixer un objectif global, la régularisation des sans-papiers en même temps.

Fin juin avec l'occupation de l'église Saint-Bernard et les premières grèves de la faim, le mouvement montre qu'il est prêt à s'installer

dans la durée. Malgré les charters, le gouvernement ne parviendra pas à éradiquer l'idée que les sans-papiers se font maintenant de leurs droits.

Après l'évacuation, de l'église Saint-Bernard, les leaders de la gauche dénonceront pêle-mêle les lois Pasqua et Debré, comme autant de lois scélérates.

Le débat entre un engagement de type humanitaire et un engagement politique va commencer à traverser la gauche. La montée en puissance de la « gauche morale » et intellectuelle va relancer la lutte contre la loi Debré avec l'appel à la « désobéissance civique ». Cette mobilisa-



tion aidera quelques temps plus tard au succès de la gauche aux législatives de 1997.

Le dynamisme de la gauche plurielle a suscité, un temps, un immense espoir dans le camp des sans-papiers. Réflexe identique, par ses ressorts, à l'espoir suscité en mai 1981...

Pourtant, dès le 24 juin 1997, avec la publication de la circulaire Chevènement, la question des laissés pour compte est posée!

Le temps des promesses électorales et des prises de position de la gauche, « dans l'opposition », est maintenant révolu. La gauche plurielle met en œuvre une gestion de l'immigration qui reprend à son compte une partie des lois Pasqua et Debré jadis honnies.

Refus du « cas par cas »

Depuis lors la lutte des sans-papiers a repris à son compte une forme « nouvelle » de la lutte sociale qui consiste à occuper physiquement et symboliquement un lieu afin d'en faire des espaces de débats et de mise en œuvre collective. Mobilisation constante et représentation autonome des sans-papiers s'en sont trouvées renforcées. Le discours humanitaire a laissé place à un discours politique plus radical.

Par ailleurs le refus du « cas par cas » qui s'est signalé dès mars 1996 a permis aux sans-papiers de rejeter la négociation parcellaire envisagée par certaines associations de solidarité totalement ancrées dans des stratégies de type légaliste.

L'auto-organisation du mouvement signale la volonté fermement affichée des sans-papiers d'être constam-

ment à l'initiative de leur lutte. La dimension multi-ethnique du mouvement l'éloigne de préoccupations « nationalitaires »...

Pour finir, la durée de cette lutte, trois années aujourd'hui, témoigne d'une maturation du mouvement lui-même et de l'intention des acteurs de dépasser la simple démanéation discursive entrevue trop souvent en périodes électorales.

Un des enjeux actuels de la lutte, dans le cadre de l'échéance des européennes, réside dans le risque qu'elle court d'être attirée, une fois encore, une fois de plus, dans les rets de l'illusion politicienne et électoraliste.

Les tenants de la gauche plurielle, les Verts et les communistes, tentent d'instrumentaliser les sans-papiers en faisant de la surenchère vis-à-vis du ministre de l'Intérieur. Mais alors, faut-il leur rappeler que leurs positions n'ont témoigné jusqu'ici, rien moins qu'un alignement indéfectible sur la politique mise en œuvre par le gouvernement, de manière « solidaire »...

La LCR et à un degré moindre LO (peu présente dans la lutte) montrent une fois de plus les limites de l'engagement trotskiste tout entier empêtré dans la des stratégies « partisans » qui tendent à réhabiliter constamment le terrain miné de la politique politicienne. La gauche de la gauche campe encore et toujours, sur un seul terrain d'investigation... Elle renforce, ce faisant, le champ du légalisme bourgeois et du parlementarisme réformiste.

Fédérer les luttes !

La lutte des sans-papiers est toujours à la recherche de convergences avec le mouvement social, avec les autres Sans. Elle a su préserver jusqu'ici sa capacité à décider en toute autonomie.

La solidarité que le mouvement a su créer doit se renforcer à partir des décisions émanant des acteurs eux-mêmes : les sans-papiers.

La revendication de la régularisation massive des 63 000 sans-papiers doit seule permettre d'éviter les divisions suscitées par la politique dite « réaliste » du règlement au cas par cas.

La manifestation européenne du 27 mars, même si elle a regroupé une dizaine de milliers de personnes, a montré la volonté du gouvernement de ne pas céder sur la question. Celui-ci a été relayé par des médias muets et passablement aux ordres... Des raisons nous incitent pourtant à ranger cette manifestation dans le camp des réussites.

Dix mille personnes présentes après trois années de lutte, c'est loin d'être négligeable. Les sans-papiers de toutes nationalités étaient très présents dans le cortège et lui donnaient un contenu revendicatif indiscutable.

Près du tiers des manifestants défilaient dans le cortège libertaire montrant ainsi la réelle détermination de maintenir le mouvement des sans-papiers loin des sirènes trompeuses de l'électoralisme.

Edward. – groupe Puig Antich (Perpignan)

Signalons que suite à la manifestation européenne pour les sans-papiers le 27 mars dernier à Paris, le collectif des sans-papiers de Perpignan a adressé un message de salutations et de remerciement à la Fédération anarchiste pour le soutien et l'accueil déployé lors de cette journée.

Banlieues : y a mieux à faire que de brûler des bagnoles

LA MISÈRE ET LA PRÉCARITÉ INSTALLÉES PAR LE business capitaliste (faire du fric rapide) créent des situations dramatiques pour des millions de familles, et parfois depuis plusieurs générations.

Rappelons pour mémoire quelques chiffres :

- un million de Rmistes et dix millions de personnes qui y ont goûté depuis 1989 ;
- plus de trois millions de chômeurs et chômeuses déclarés. Combien de non déclarés ?
- plus de 500 000 personnes en intérim cette année. Paraît que ça augmente encore. Combien de personnes en CDD ? Combien de personnes à temps partiel ?

Au total nous sommes 7 millions dans la galère quotidienne ! Sans compter les ambiances pourries dans les ateliers et bureaux dues à des conditions de travail de plus en plus mauvaises (boire un café avec un collègue devient un délit).

Ajoutons aussi les licenciements en cours que les négociations entre patrons et syndicalistes ne stopperont pas.

Et pour toutes celles et ceux d'entre nous qui n'avons pas la peau blanche et sommes de parents étrangers, il y a le racisme en prime, à l'embauche, au logement et dans la rue.

Nous avons appris que certains chefs, à Ikea et à Intermarché, se passaient la consigne « pas de couleur chez nous ». Racisme à l'embauche quand nous sommes originaires d'Afrique du Nord, que nous avons le teint mat, les cheveux frisés.

Cette insécurité de tous les jours (survivre au jour le jour) a été programmée pour nous faire taire car nous devons bouffer et nous loger comme tous le monde.

C'est comme ça qu'ils nous tiennent par le chantage quotidien : « si t'est pas content, y en a plein qui attendent derrière toi ! ».

Cela fait un moment qu'ils nous mentent tous avec leur projet de « baisse du chômage ». Nous avons eu droit à toutes les sauces mais aucune n'est bonne.

Oui, il y a de quoi se révolter ! Mais voler des gens aussi pauvres que nous, cogner des travailleurs qui sont nos frères ou nos parents, casser du matériel qui nous sert... tout ça nous fait du tort et, en plus ça ne fait qu'arranger ceux qui nous gouvernent.

Une vraie révolte c'est, en s'organisant, en se regroupant, en réfléchissant, sortir des ghettos où les gens du pouvoir veulent que nous restions.

Pour qu'on nous entendente vraiment, il faut aller foutre le souk là où ça dérange. Par exemple :

- débouler dans les boîtes qui font du fric et qui exploitent et virent les gens.
- débarquer chez les huissiers qui expulsent et endettent les plus pauvres ;
- protester dans les régies immobilières qui s'engraissent avec nos loyers, impossible à payer ;
- manifester dans les locaux des patrons des compagnies de transport pour réclamer le transport gratuit et faire annuler les amendes (ça s'est fait récemment) ;
- foutre notre nez dans les affaires de la ville qui nous concernent.
- crier contre le racisme devant Ikea et d'autres patrons racistes, comme certaines boîtes d'intérim qui recrutent seulement des « BBR » (bleu-blanc-rouge)...

Et plein d'autres actions qui seraient autre chose que simplement cramer des bagnoles.

Face à ces révoltes possibles, les politiciens proposent tous la même solution : répression et flicage partout, suppression des revenus sociaux (RMI, allocations familiales...) pour les parents, créer des prisons en pagaille, ouvrir des centres de « rééducation ou de réadaptation » pour les éléments jugés plus durs voire – cela a été dit – « incurables ». Ces décisions, qui verront le jour bientôt sont, pour nous les anarchistes, intolérables, totalement inefficaces, et cachent d'autres projets. Car partout on nous dit qu'une seule et même chose : payer plus de flics, plus de gardiens et de contrôleurs de toutes sortes!

Les patrons et le pouvoir s'arment de flics car ils ont peur d'une seule chose, c'est que la révolte devienne générale, explosive et dirigée contre eux!

Et cela peut devenir une révolution sociale si, avec ou sans boulot, nous nous y mettons tous pour bâtir une autre société débarrassée des patrons, de l'État et donnant l'égalité économique et sociale à tous.

groupe Dejacque

Kosovo: jusqu'où ?

LA GUERRE A MAINTENANT PLUS d'un mois. Personne ne connaît son terme, surtout pas ceux qui l'on déclenché. L'intervention de troupes au sol de l'OTAN apparaît de plus en plus comme inéluctable mais il reste à savoir quand et surtout comment elle aura lieu : « corridor humanitaire » qui signifierait la partition de fait du Kosovo, ou conquête pure et simple ? La question des déportés kosovars n'est pas prête en tout cas d'être réglée et leur supplice intolérable va continuer à émouvoir nos consciences occidentales. Bref le « borbier balkanique » si redouté se met en place, semble-t-il inexorablement. Mais qu'on ne s'y trompe pas, la guerre a aussi dix ans, si on accepte de remonter au début des violences nationalistes destinées à construire par le fer et par le sang une Grande Serbie. Dix ans de peur et de souffrance pour les Albanais du Kosovo. Alors que croire, que faire aujourd'hui face à une situation qui n'offre plus aucune bonne solution mais devant laquelle l'indifférence est inacceptable ?

D'abord nous avons le devoir de comprendre, de nous frayer un chemin dans le maquis de la sur-information qui n'est souvent que de la désinformation. Les choses ne sont peut-être pas si compliquées. Les agresseurs sont clairement identifiés, les nationalistes serbes; les victimes sont les Albanais du Kosovo. Nous ne pouvons être que du côté des victimes, et ce serait une faute, je crois, de renvoyer dos à dos les belligérants, sous prétexte qu'ils revendiquent chacun un nationalisme. Concrètement cela veut dire soutenir l'UCK, comme les Kosovars le font, en se gardant le droit de dénoncer toute dérive ultérieure. Si nous étions Albanais nous serions certainement aujourd'hui au côté de l'UCK, sans illusion politique probablement, mais par nécessité. Par

contre, si nous étions Serbes nous ne serions sûrement pas derrière Milosevic. En même temps, il faut affirmer avec force que toutes les victimes ne sont pas albanaises. Ceux qui, parmi la population serbe, combattent le pouvoir en place, meurent ou vivent dans la peur des bombes de l'OTAN, ont aussi notre soutien. Définitivement il faut comprendre qu'il n'y a pas les bons et les méchants mais bien des agresseurs et des agressés, et c'est assez.

La Serbie, jouet des Grands ?

Dans un cadre qui dépasse largement les Balkans, le conflit yougoslave a servi de révélateur de l'état des forces en présence au sortir de la guerre froide. Après l'effondrement de l'URSS, il a permis à chacune des puissances de trouver ses marques en Europe. Les Russes n'accordent pas une grande place à cette guerre. La prétendue « fraternité slave » n'abuse pas grand monde et aucun des coups de gueule venus de Moscou n'a changé le cours des choses. Mais la guerre permet au pouvoir russe de remettre à l'ordre du jour la menace venue de l'Occident et de retarder l'élargissement de l'OTAN. Eltsine dénonce les bombardements sur la Serbie, comme il dénonçait déjà les bombardements sur Pale (capitale des Serbes de Bosnie), mais sans chercher véritablement à les empêcher. Cette attitude compréhensive lui a permis hier d'avoir les mains libres en Tchétchénie et évite aujourd'hui que le flux des capitaux occidentaux ne se tarisse. Les États-Unis, quant à eux, se sont appliqués à prouver aux dirigeants européens leur dépendance vis-à-vis de l'Amérique et de l'OTAN. Ils se veulent la nation indispensable, celle à qui rien de ce qui se fait dans le monde n'échappe. Ils entendent bien le rappeler à leurs

alliés, mais néanmoins concurrents, aussi souvent qu'ils le jugeront utile. Quatre critères définissent aujourd'hui la superpuissance : la force militaire, l'innovation technologique, le développement économique, l'influence culturelle. Les États-Unis seuls les réunissent. Mais l'hégémonie coûte cher et conduit à saper les fondements d'un consensus social déjà fragile puisque les forces militaires recrutent dans les catégories les plus pauvres de la population américaine et les moins ouvertes aux questions internationales. Les dirigeants américains sont ainsi confrontés à des logiques contradictoires qui expliquent les méandres et souvent les déboires, de leur politique internationale. Enfin l'Europe utilise la guerre sur son continent pour tester la cohésion de son union sur le plan externe et en particulier pour déplorer l'indigence de sa politique étrangère et militaire commune. Dans tous les cas de figure, on est bien loin de la seule indignation humanitaire qui remplit les médias.

Les véritables ennemis des Serbes et des Albanais

C'est le nationalisme et d'abord ses militants extrémistes qui sont les véritables ennemis du peuple serbe. Milosevic a entraîné son pays dans trois guerres, en Croatie, en Bosnie et au Kosovo. Il utilise la surenchère nationaliste pour maintenir son pouvoir et n'a pas hésité à intégrer dans son gouvernement les bourreaux, chefs des troupes paramilitaires qui sèment la terreur depuis dix ans dans les minorités de l'ex-Yougoslavie. Milosevic a provoqué la guerre au Kosovo en y pratiquant depuis 1992 une politique de serbisation forcée et de violences policières. L'ensemble de ces mesures a engendré une psychose parmi les Albanais du Kosovo. L'échec de la stratégie de désobéissance civile adoptée par la Ligue démocratique du Kosovo, le parti d'Ibrahim Rugova, a conduit les Albanais à choisir la voie de la lutte armée et le soutien (aujourd'hui quasi-unanime) à l'UCK.

Les faits ont constamment conforté la conviction des kosovars que les autorités serbes voulaient pratiquer une politique de « purification ethnique », d'ailleurs théorisée par des intellectuels de l'Académie des arts et des sciences de Belgrade dans un mémorandum de 1986. Le principal théoricien serbe du nettoyage ethnique, Vasa Cubrilovic (mort en 1992) est l'auteur d'un mémoire intitulé « L'expulsion des Albanais » rédigé en 1937 (!). Il y partait du principe que la natalité albanaise risquait de remettre en question « le peu de succès obtenu depuis 1918 dans le

domaine de la colonisation » et proposait une série de mesures afin de chasser la population albanaise. Comme d'habitude c'est donc la peur qui alimente la haine nationaliste.

Peur de la menace venue du Sud que symbolisent les Albanais mais aussi les Turcs et les Bulgares. La situation n'est pas nouvelle et on peut même dire que la perception d'une menace

subi des tentatives d'extermination et vivant constamment sur la défensive. Les exactions israéliennes contre les Palestiniens, avec la bienveillante neutralité des États-Unis, deviennent ainsi la caution du pouvoir de Milosevic. Paradoxe des errements de la politique américaine.

Alors demain, quelle sortie de guerre ? Seule l'indépendance peut



venue du Sud est aussi vieille que la présence des Slaves dans les Balkans. Aujourd'hui ce sont les visées supposées de l'Albanie sur le Kosovo, les manifestations de solidarité entre musulmans (largement exagérées par la propagande Serbe), la fécondité élevée des femmes kosovar, qui permettent aux Serbes d'agiter le drapeau d'un nouveau péril turc. Cette menace se double de l'idée d'un vaste complot international visant leur pays. Dans leur majorité, intoxiqués par la propagande, les Serbes pensent que l'Occident mené par l'Allemagne, les États-Unis et le Vatican, seraient ligüés contre eux, leur faisant subir des sanctions (et depuis peu des bombardements) injustifiés. L'histoire, prise à témoin, doit montrer qu'ils sont un peuple martyr, en position de défense perpétuelle face à des agresseurs multiples. Depuis quelques années des associations serbo-juives ont été créées dans le but de comparer les Serbes au peuple juif (dans un pays où l'antisémitisme progresse !) présenté comme rejeté par tous, ayant

maintenant être acceptée par les Kosovars. Or aucun État de l'OTAN ne soutient cette revendication. Mais tout le monde sait que les solutions bancales de type « accords de Rambouillet », dans le cadre d'une fédération yougoslave, n'ont plus de sens. Et il est improbable que les Serbes cèdent.

Restent deux scénarios. Dans le premier l'Occident, par l'intermédiaire de l'ONU et probablement avec l'aide des Russes, réalise des enclaves humanitaires, sortes de réserves à Kosovars sous mandat international. Des modèles de cette mauvaise solution existent: Israël et la Palestine ou Chypre. Dans le second, la guerre se prolonge par des combats terrestres de grande échelle, soit que Milosevic ait réussi à étendre le conflit aux États limitrophes, soit que les Américains le décident dans l'espoir d'en finir avec les Serbes. Définitivement, il va falloir accepter qu'il ne reste plus que de mauvaises solutions.

Franck Gombaud - groupe Sabate (Rennes)

abonnez-vous!

le monde
libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : (1) 48 05 34 08
Fax : (1) 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

| Tarif | France (+ DOM-TOM) | Sous pli fermé (France) | Etranger |
|--------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| 1 mois 5 n° | <input type="checkbox"/> 45 F | <input type="checkbox"/> 70 F | <input type="checkbox"/> 60 F |
| 3 mois 13 n° | <input type="checkbox"/> 105 F | <input type="checkbox"/> 170 F | <input type="checkbox"/> 140 F |
| 6 mois 25 n° | <input type="checkbox"/> 195 F | <input type="checkbox"/> 310 F | <input type="checkbox"/> 250 F |
| 1 an 45 n° | <input type="checkbox"/> 350 F | <input type="checkbox"/> 530 F | <input type="checkbox"/> 400 F |

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n°(inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

A partir du 6 mai et jusqu'à fin juin
Chaque semaine dans
Le Monde libertaire
un dossier sur les élections
et la construction européenne